



bpost  
PB-PP  
BELGIE(N)-BELGIQUE  
P 008189

Bureau de dépôt:  
1099 Bruxelles X  
Editeur responsable:  
Camille Baise  
Rue M. Liétart 31 bte 1  
1150 Bruxelles

# Signes des Temps

N°4

## Islam et islamophobie après les attentats : sortir de la sidération

Publication de Pax Christi  
Wallonie-Bruxelles  
Paraît 5 fois par an

**SEPTEMBRE-OCTOBRE 2016**

Avec le soutien  
de la Fédération Wallonie-Bruxelles

# Sommaire

## Comité de rédaction

Laurie Degryse,  
Hervé Narainsamy,  
Colienne Regout,  
Guillaume Sneessens  
Edgar Szoc.

## Rédaction-Administration

ASBL Pax Christi  
Wallonie-Bruxelles  
Rue Maurice Liétart, 31-bte 1  
1150 Bruxelles  
Tél. : 02 738 08 04  
Fax : 02 738 08 00  
E-mail : info@paxchristiwb.be  
Compte bancaire :  
BE 28-7995-5017-6120

## Photographies

Steven Copias  
Michaël Privot  
Edgar Szoc

## Mise en page

www.acg-bxl.be

**EDITORIAL** ..... 3

## DOSSIER

### Réforme de l'islam : pratiquer une césarienne sur un champ de bataille

*Edgar Szoc* ..... 4

### Le Burkini, détail d'un climat islamophobe

*Anne-Claire Orban* ..... 6

### Violence et religion en démocratie

*Bernard Van Meenen et Edgar Szoc* ..... 9

### Daech ou le conflit import-export

*Edgar Szoc* ..... 11

## PORTRAIT

### Voir au-delà du quartier

*Steven Copias* ..... 13

# Editorial

## Islam et islamophobie après les attentats : sortir de la sidération

Parmi les nombreux dégâts que la violence entraîne dans son sillage, la perte de capacité au dialogue n'est sans doute pas le moindre. Après la sidération, la vague d'attentats de Paris, Bruxelles et Nice – pour ne citer que les plus importants commis en Europe ces derniers mois – a suscité une série de polémiques, souvent vaines, qui ont vu s'échanger plus d'insultes que d'arguments.

La montée incontestable de l'islamophobie a hélas quelque chose de performatif en ce qu'attisant la haine, elle incite à la peur et au repli de la part des musulmans, qui ont de plus en plus de raisons de ne pas se sentir bienvenus chez nous. S'il est inacceptable dans ses conséquences affectives et humaines, ce rejet des musulmans est donc également dangereux sur le plan social et politique.

Entre les postures symétriques et également figées qui affirment d'un côté que "tout cela n'a rien à voir avec l'Islam", ou qui entendent brider la liberté religieuse, stigmatiser la communauté musulmane ou l'inciter à la discrétion, de l'autre, la marge est étroite pour pouvoir discuter sereinement de questions complexes.

Ce dossier entend contribuer modestement à cet échange, qui n'a jamais été aussi nécessaire, alors même qu'il n'a jamais été aussi difficile. Nous formons le vœu qu'il contribue à sa mesure à amorcer la construction de ponts dont notre société emmurée a tant besoin.

Pour ce faire, nous n'entendons pas éviter les questions qui fâchent – le lien entre violence et religion, la réforme de l'islam contemporain, la visibilité des appartenances et pratiques religieuses – mais nous souhaitons les aborder dans un cadre aussi apaisé que les circonstances le permettent.

Comme le dit très justement *Michaël Privot* dans ce numéro, chacun sous-estime la peur d'en face. Si la lecture des articles ici rassemblés pouvait au moins partiellement permettre de prendre conscience de cette peur mutuelle afin de construire les conditions de son dépassement collectif, alors ils vaudront beaucoup plus que l'encre et le papier sur lequel ils sont publiés.

**Edgar Szoc**

# Dossier

## Réforme de l'islam : pratiquer une césarienne sur un champ de bataille

Directeur d'Enar (European Network Against Racism), Michaël Privot est aussi un observateur attentif – en même temps qu'un acteur engagé – des transformations de l'islam occidental. Il nous livre ici l'état de ses réflexions sur les clivages qui traversent la communauté musulmane belge suite à la vague d'attentats récents.

**Signes des temps :** Comment résumer les débats intra-musulmans qui ont eu lieu en Belgique – et dans le reste du monde – consécutivement aux attentats de Paris et Bruxelles ?

**Michaël Privot :** Il faut d'abord signaler que, pour l'observateur attentif, de nombreux débats existaient déjà avant les vagues d'attentats. Je dirais que le moment-clé est surtout celui des exécutions filmées d'otages occidentaux par Daech, vers la fin 2014, et le mouvement #NotInMyName qu'il a suscité. Ce dernier, particulièrement porté par les musulmans de deuxième et troisième générations en Occident, entendait lutter contre l'appropriation de notre foi commune pour justifier des actes barbares. Il faut cependant reconnaître que c'est surtout un mouvement occidental, qui a été beaucoup moins marqué dans les pays de tradition musulmane.

Ensuite, en ce qui concerne les attentats de *Charlie Hebdo* et de *Hyper Casher*, la réaction s'est marquée en deux temps. Il y a eu tout d'abord la sidération, comme dans l'ensemble

de la société et, de manière plus spécifique, la peur des représailles contre les communautés musulmanes installées en Occident. Ceci dit, une condamnation généralisée a suivi, très rapidement – dans les 24 heures – par tout ce que la Communauté compte comme organisations de la société civile et personnalités médiatiques. C'est le premier temps.

Le second est celui de la discorde provoquée par la "manifestation des hypocrites" du 11 janvier 2015 à Paris, qui voit de nombreux chefs d'État défiler pour défendre la liberté d'expression, alors même qu'une bonne partie d'entre eux n'est pas particulièrement connue pour la respecter dans leur propre pays. Beaucoup de musulmans refusent alors de s'associer à l'événement – pour des raisons par ailleurs compréhensibles –, ce qui contribue malheureusement à brouiller le message.

Un autre phénomène dont on parle peu est celui de la perte de foi ou de la conversion : Il existe une partie de la communauté dont le dégoût vis-à-vis des actions de *Daech* va jusqu'à la remise en question de leur foi musulmane, et donc à l'agnosticisme, l'athéisme ou à la conversion – notamment à l'évangélisme.

**SdT :** Comment analyser les débats autour de la responsabilité de chacun dans les événements en Syrie et en Irak et les attentats chez nous ?

**MP :** Il y a évidemment une double responsabilité : celle de la société majoritaire qui, à force de ségrégation, d'exclusion et d'horizons bouchés a pu faire apparaître la perspective nihiliste de *Daech* comme attrayante pour certains jeunes. Mais il faut aussi s'interroger sur les discours propagés par certains imams, responsables associatifs et militants. Et là, les échos à cette demande de réflexion sont très divers : certains dirigeants religieux se rendent compte de leurs responsabilités même si peu ont le courage de l'imam de Bordeaux, *Tareq Oubrou*, qui a explicitement reconnu ses erreurs passées et le rôle qu'elles ont pu jouer dans la radicalisation.

À côté de cette remise en question, il existe chez beaucoup un refus de principe d'envisager l'idée qu'il puisse exister ne fût-ce qu'un rapport entre, par exemple, les *Frères musulmans*, le salafisme, ou tout simplement l'islam, d'une part, et la radicalisation violente, de l'autre. Ceux-là ont beau jeu de rappeler que les *oulémas* salafistes

condamnent fermement *Daech*. Mais il y a quelque chose de l'ordre du déni dans l'affirmation selon laquelle "tout ça n'a rien à voir avec l'islam".

Certes la vague contemporaine de radicalisation se fait dans les rues et sur Internet et pas dans les mosquées. Mais quand, dans leur parcours de radicalisation, les jeunes passent – immanquablement – par la mosquée, ils n'y trouvent rien de pertinent, susceptible de les arrêter sur ce chemin : les mosquées ne radicalisent pas mais elles ne préviennent pas non plus la radicalisation dans la mesure où la plupart des imams ne comprennent rien à la société où ils habitent et où ils prêchent. En outre, les justifications juridiques de *Daech* sont folles mais elles sont rigoureuses : on ne peut pas nier leur rationalité islamique interne. Elles mobilisent par ailleurs, dans tout le corpus de l'islam, les mêmes outils que la majorité des *oulémas* de l'islam majoritaire. Au nom de quel critère, dès lors, le musulman lambda peut-il décider de qui articule la "bonne" version de l'islam ?

Le *wahhabisme*, la théologie qu'un flot de pétrodollars a réussi à rendre majoritaire, est à l'origine une idéologie politique et une volonté de reprendre contrôle sur la société dans un contexte colonial bien particulier. Aujourd'hui, il a eu les moyens de pousser dans les marges le *malikisme* [une des quatre *madhhab*, écoles classiques du droit musulman sunnite, majoritaire en Afrique du Nord et de l'Ouest : NDLR] et l'*hanafisme* [la plus ancienne des *madhhab*, particulièrement représentée chez les musulmans non arabophones, en Turquie, Afghanistan, Pakistan, etc. : NDLR]. Ce que le musulman de base pense être l'islam est en fait un sous-produit de cette idéologie salafiste, dont il ne reste qu'une grammaire religieuse débarrassée de son contexte politique d'apparition, mais véhiculant toujours son imaginaire de polarisation et hiérarchisation sociétale à propos des purs et des ennemis de Dieu, et donc du musulman. Ce constat est hélas vrai pour beaucoup de familles installées chez nous, qui ne sont pas radicalisées pour autant, mais qui ont une vision à la fois erronée et restrictive de leur religion.

Ce fonds symbolique est très peu questionné et c'est cette absence de questionnement qui fait en sorte que les réponses à *Daech* et les condamnations qui lui sont adressées tournent à vide et demeurent largement inopérantes, tout en lui fournissant un formidable terreau de représentations dans lequel il n'a plus qu'à injecter un message de violence politique.

Ceci ne revient pas à dire que rien ne bouge et qu'il n'y a pas d'espoir : des mouvements et des signes d'espoir existent également. Je pense évidemment à la voix des penseurs et/ou théologiens minoritaires qui proposent des tentatives de refondation de la grille d'interprétation majoritaire : des *Rachid Benzine*, des *Tareq Oubrou*, ou encore tout près de chez nous, des *Saïd Derouiche* ou *Hicham Abdel Gawad*, etc. Mais il y a aussi des signes encourageants du côté des instances officielles. C'est par exemple le cas du communiqué de l'*Exécutif des musulmans de Belgique* suite à la tuerie d'Orlando. Ça peut n'avoir l'air de rien, mais voir l'homophobie condamnée par l'Exécutif constitue pour moi un pas significatif dans la direction du décloisonnement.

En outre, il existe des espaces de réflexions et de discussions où la parole se libère et où la demande de réforme peut s'articuler. Je pense par exemple à un groupe Facebook, nommé "*Radio hihî* (Regards critiques)" qui a déjà plus de 800 abonnés. Après tout, il n'y a pas que *Daech* qui puisse profiter des réseaux sociaux. Certains voudraient que le débat puisse être mené en interne, à l'abri des regards. Mais à l'heure de Twitter, ce genre de condition n'est plus envisageable. Le moment n'est certes pas le meilleur mais il n'y en aura plus jamais de bon. La réforme de l'islam est à la fois nécessaire et urgente. La faire advenir revient à peu près à devoir pratiquer une césarienne au milieu d'un champ de bataille mais nous n'avons hélas plus le choix, il en va de la survie de l'islam lui-même en tant que spiritualité.

**SdT :** Quels sont les contours de ce nouvel islam que vous appelez de vos vœux ?

**MP :** Il faut avant tout développer l'idée qu'on peut être musulman autrement et que l'islam peut être autre chose qu'une grammaire de frustration. Les deuxième et troisième générations sont beaucoup plus bloquées par cette frustration que la première – ce qui constitue une preuve paradoxale d'intégration, à savoir qu'elles sont confrontées au quotidien entre leurs aspirations d'Européens comme tous les autres et une religion construite comme leur en interdisant l'essentiel. Elles sont demandeuses de ce genre de propositions et de débats mais l'offre est insuffisante. Si, suite à l'initiative de *Jean-Claude Marcourt*, on avance sur la formation des imams, mais qu'il n'y a pas d'environnement pour recevoir cette nouvelle parole, ça n'aura servi à presque rien.

Il faut aussi tenir compte du fait que très peu de sociétés et de communautés musulmanes sont dans une position de fierté apaisée vis-à-vis d'elles-mêmes. Leurs conditions de vie objectives ne correspondent pas au sentiment de supériorité que le salafisme leur a inculqué, ce qui génère un cocktail détonnant – au sens propre. Pour réduire ce fossé – dans les deux sens – il faut en quelque sorte donner de l'air aux communautés musulmanes, notamment via des politiques d'égalité des chances, pour sortir du syndrome de la citadelle assiégée et ouvrir un espace pour ces débats impératifs sur l'islam d'aujourd'hui.

&gt;&gt;

Michaël Privot

Photo: Michaël Privot ©

**Sdt :** Que peuvent faire d'autre les non musulmans pour encourager cette transformation ?

**MP :** Il s'agit évidemment de lutter contre l'islamophobie qui rend le débat intra-musulmans encore plus malaisé dans la mesure où elle accroît le sentiment de peur : le développement de l'islamophobie est d'ailleurs un des principaux ressorts de la rhétorique de *Daech* et sans doute un des plus efficaces. On ne se rend pas assez compte à quel point beaucoup de musulmans vivent dans la peur : en fait, chacun sous-estime la peur d'en face. Or, un des éléments-clés, c'est l'encouragement à la vie sociale en dehors de la communauté. Seul ce type de "sortie en dehors de la zone de confort" permet de se rendre compte des apories du discours majoritaire au sein de chaque "communauté" en se confrontant au réel vu au travers des yeux de l'autre : le monde paraît trop cohérent quand on n'en sort pas. C'est ce risque de la rencontre qu'il faut pouvoir favoriser à tous les niveaux.

Les communautés chrétiennes, peuvent, plus spécifiquement, aider à cette réforme via le partage de l'approche critique des sources qui a permis à une grande partie d'entre elles de se débarrasser d'une série de conservatismes et d'archaïsmes. Cela passe notamment par l'organisation d'espaces de rencontres qui puissent permettre un transfert de savoirs, et notamment ceux qui aideraient les musulmans à mieux comprendre la période de transformations que vit l'islam. Mais cela passe également par l'inclusion des musulmans dans les débats éthiques contemporains.

De manière générale, on ne peut évidemment pas demander à une minorité d'effectuer le même travail que la majorité qui dispose de ressources bien plus importantes. Pour utiliser une métaphore, je dirais que l'allumage du moteur doit venir de la majorité mais que les musulmans ont une responsabilité fondamentale dans la manière dont ils useront de l'espace qui leur sera offert.

**Propos recueillis par Edgar Szoc**

## Le Burkini, détail d'un climat islamophobe

**La côte belge ne verra-t-elle plus jamais l'ombre d'un burkini ? La question échauffe les politiciens. L'interdiction de ce maillot illustre selon nous un acte islamophobe parmi tant d'autres ces dernières années. Retour sur l'état de l'islamophobie en Belgique.**

### Islamophobie en chiffre

"En 2015, 330 dossiers liés à la conviction religieuse ou philosophique ont été traités par *Unia*, soit 11 % de plus qu'en 2014. 91% d'entre eux concernent l'islam (301 dossiers)"<sup>1</sup> peut-on lire dans le rapport annuel du centre. Les dossiers traitant des convictions religieuses ou philosophiques arrivent en troisième place après ceux traitant de critères "raciaux et du handicap". Les auteurs du rapport précisent que si les plaintes liées au monde du travail décroissent en 2015 (alors qu'elles occupaient la première place du triste classement en 2013), on constate une augmentation des dossiers concernant les médias<sup>2</sup>. Les déclarations islamophobes se répandent principalement par les mails en chaîne, par les réseaux sociaux (surtout facebook) ou les pages de discussion liées à l'un ou l'autre site d'informations. Selon *Muslims' Rights Belgium*<sup>3</sup> les plaintes concernent des faits assez divers : insultes, photomontages, commentaires haineux, pétitions contre l'institutionnalisation de l'islam,...

Après le domaine des médias, viennent les plaintes concernant les discriminations sur le marché de l'emploi, puis dans l'enseignement. *Unia* comme *Muslims' Rights Belgium* pointent l'augmentation des manifestations d'hostilité envers les musulman-e-s dans l'espace public. Ces manifestations vont de l'agression verbale (dont les plus récurrentes sont "Retournez dans votre pays !" ou "Terroristes !"), crachats, bousculades, voire l'arrachement de foulard.

En ce qui concerne le profil des personnes les plus touchées par les discriminations, tant *Unia* que *Muslims' Rights* pointent les femmes et les jeunes.

Rien ne laisse présager que le rapport 2016 sera plus positif. Selon nous, deux événements majeurs ont joué un rôle important dans la détérioration de l'image des musulmans de Belgique : le débat sur la laïcité et les attentats de mars 2016. Tant le débat sur la laïcité (notamment la neutralité à l'école) que la catastrophe du 22 mars ont poussé nos politiciens à prendre des mesures, certes rapides,

mais à nos yeux plus médiatiques que réfléchies. Cela couplé à l'une ou l'autre intervention mal placée, voire carrément raciste, il n'en fallait pas moins pour stigmatiser encore la population musulmane de Belgique et recouvrir d'un terreau frais le terrain islamophobe.

### Femmes, neutralité et "féminisme"

Le rapport de *Muslims' Rights* pointe que les femmes représentent 73% des personnes déposant une plainte et que 41% d'entre elles portent le voile. C'est dans les domaines de l'enseignement et du monde du travail que les femmes se voient le plus fortement discriminées. Le port d'un voile accentue encore la discrimination dans ces domaines. Les femmes rencontrent des difficultés d'accès à l'éducation, à la formation et à l'emploi en raison du port du voile. Certaines font face au harcèlement quotidien et sont priées d'enlever leur signe religieux si elles ne désirent pas être licenciées. À cela s'ajoutent les agressions physiques ou verbales dans les espaces publics où les dépositaires de plaintes sont également majoritairement féminines et voilées !

Il est évident que les débats sur la neutralité des services publics, dans l'enseignement, de l'espace public, et maintenant sur les plages, touchent principalement les femmes, porteuses

d'un signe religieux particulièrement visible. Si *Muslims' Rights* qualifie de discrimination toute mesure visant à écarter une femme pour le port d'un signe convictionnel, *Unia* ne tranche pas. À la question de savoir si le port de signe convictionnel dans la fonction publique est légitime ou non, le centre répond prudemment : "Sans prôner l'une ou l'autre option, *Unia* rappelle que le principe de base est la liberté de conviction et que toutes les limitations ou interdictions doivent être justifiées et proportionnées dans une approche d'ajustement concerté." Difficile également pour *Unia* de se positionner face au secteur privé : "Un employeur privé peut-il se mêler de (l'expression de) la conviction religieuse ou philosophique d'un salarié ? Peut-il lui imposer le principe de neutralité exclusive ?". Le centre reste sans réponse, renvoyant à la cour européenne de Justice. Difficile de savoir si les plaintes des femmes concernant leur exclusion de lieux "neutres" sont reprises dans les statistiques du centre.

Plus largement, un récent rapport d'ENAR intitulé "Forgotten Women" démontre que les femmes musulmanes souffrent tant de la condition d'être femme (plafonds de verre, discrimination à l'embauche, violence physique et verbale, écart salarial, ...) que de la condition d'être "étrangère". Les auteurs pointent particulièrement le monde du travail où les femmes souffrent de discriminations tant en raison de facteurs de genre, ethniques et religieux. À noter que selon l'organisation, les femmes sont plus susceptibles d'être victimes de crimes ou discours de haine, tant sur le net que dans les espaces publics, que leurs homologues masculins.

Sans entrer ici dans les détails, on voit qu'une interprétation étroite (ou exclusive) de la neutralité belge ainsi qu'une interprétation dite "féministe" selon laquelle couvrir son corps serait une forme de soumission offrent toutes deux de bons arguments pour écarter ces femmes du monde du travail, du monde de l'enseignement et pour justifier insultes et violences. Les femmes musulmanes incarnent un public particulièrement fragilisé, souffrant du racisme et du sexisme ambiants.

&gt;&gt;

- 1 - "Unia est légalement compétent pour traiter : 1- Les discriminations, en ce compris les discriminations directes et indirectes, les injonctions à discriminer et le harcèlement directement liés aux critères spécifiés dans la législation antidiscrimination [...]. 2- Les discours de haine (expression publique de haine : incitation à la haine, à la discrimination ou à la violence). Cela inclut la "cyberhaine" (discours de haine sur Internet). 3 - Les délits de haine motivés par l'hostilité à l'égard d'une personne ou d'un groupe en raison de son origine, de son handicap, de son orientation sexuelle ou de tout autre critère protégé. Lorsqu'Unia s'estime compétent pour traiter un signalement, et si ce signalement va au-delà d'une simple demande d'information, il donne lieu à l'ouverture d'un dossier. Notons qu'un signalement ou un dossier peut concerner un seul critère de discrimination ou plusieurs de ces critères." [http://unia.be/files/chiffres\\_2015.pdf](http://unia.be/files/chiffres_2015.pdf)
- 2 - 42% en 2014 pour 55% en 2015
- 3 - *Muslims' Rights Belgium* dresse chaque année depuis 2012 un tableau de l'islamophobie en Belgique. En 2014, l'association a recensé 696 signalements d'actes islamophobes via un formulaire en ligne : <http://www.je-participe.be/>

## Les attentats de Bruxelles de mars 2016

"Un acte islamophobe par jour après le 22 mars" titrait *La Libre* en juillet dernier. Comme nous le disions, si les chiffres pour 2016 ne sont pas encore connus, le collectif contre l'islamophobie de Belgique a recensé environ 36 actes islamophobes durant la période du 22 mars au 22 avril. Ces dossiers renvoient à des délits de haine (agression, incitation à la haine, appel au meurtre), à des discriminations et du harcèlement, à des propos haineux. Le CCIB montre que le vecteur principal de diffusion de ce racisme reste les médias et le net. Ces discours racistes s'entendent également dans les espaces publics et dans certains discours politiques... Ce dernier vecteur de diffusion est particulièrement inquiétant lorsque l'on connaît "l'impact considérable sur les mentalités et les passages à l'acte violent" constate le collectif.

Malgré l'effort de politiciens insistant sur l'importance de séparer terrorisme et communauté musulmane, l'image "du" musulman et "de la" musulmane a toutefois été fortement ternie. Les propos ministériels désastreux clamant la joie des musulmans de Belgique à l'annonce des attentats ont certes été violemment réprimés par certains, mais intériorisés par beaucoup d'autres. Le CCIB s'insurge évidemment contre cette image de la communauté musulmane mais dénonce surtout la "surdité sociale" à l'égard de la prise de parole de musulmans. Il recense une quarantaine d'organisations musulmanes ou proches des communautés

musulmanes dénonçant publiquement les attentats. Selon le collectif, ces paroles de musulmans n'entrant pas dans "la représentation fantasmée du musulman", ne trouvent aucun écho sur les ondes médiatiques.

## De l'insulte ou l'interdiction à l'exclusion

Replacés dans un tel contexte, les débats ouverts par la NVA début août autour de l'interdiction de *burkini* sur nos plages font peur. *Trouble à l'ordre public, repli identitaire, atteinte à l'égalité des genres*, ou encore *frein au vivre-ensemble* entend-on. Des arguments qui vont à l'opposé des arguments initiaux d'*Aheda Zanetti*, créatrice de l'habit : "J'ai créé le *burkini* pour donner plus de liberté aux femmes, non leur reprendre"<sup>4</sup>. Il s'agissait de permettre aux femmes de respecter leur conviction et de porter le voile tout en étant capables d'exercer une activité sportive. Et la créatrice a bien compris les dérives que peut prendre l'interdiction d'un tel habit : "*Si vous divisez le pays, que vous n'écoutez pas, et que vous ne travaillez pas à une résolution, il va forcément y avoir des gens en colère. Mettre les gens de côté, les isoler, ça n'est certainement pas une bonne chose à faire, pour quelque politicien que ce soit, dans n'importe quel pays*"<sup>5</sup>.

En effet, il va sans dire que ce climat islamophobe a un réel impact sur le quotidien des hommes et femmes musulman-e-s. Sentiment d'exclusion, de honte, d'infériorité, faible estime de soi, vengeance, peu de confiance dans les institutions, protestation,

désir de repli communautaire, ... les réponses émotionnelles et sociales sont nombreuses et variées. Elles entraînent d'ailleurs un cercle vicieux : comme les différents rapports le notent, très peu de personnes portent réellement plainte et entreprennent les démarches pour diminuer les actes islamophobes. Selon *Muslims' Rights*, cela est dû à trois facteurs principaux : le fatalisme (ma démarche ne servira à rien), le manque de preuve (prouver une discrimination reste en effet très difficile), le manque de confiance dans le système judiciaire belge (idée de corruption et de complot laissant penser que jamais un musulman ne gagnera son procès). Difficile dans ces conditions de dresser des statistiques fiables de l'islamophobie en Belgique. Les rapports comme précédemment cités restent toutefois à encourager : débanaliser les insultes et discriminations, montrer à quel point ces dernières nuisent aux victimes et comment elles entretiennent un lien étroit avec les réponses individuelles et sociales non acceptables (croyance au conspirationnisme, repli communautaire, désir de vengeance) restent des priorités actuellement pour briser le cercle vicieux de l'exclusion sociale.

**Anne-Claire Orban**

### ○ Rapport Muslims' Rights Belgium

<http://www.je-participe.be/sites/default/files/rapportannuel2014.pdf>

### ○ ENAR

[http://www.enar-eu.org/IMG/pdf/forgottenwomenpublication\\_lr\\_final\\_with\\_latest\\_corrections.pdf](http://www.enar-eu.org/IMG/pdf/forgottenwomenpublication_lr_final_with_latest_corrections.pdf)

### ○ [http://unia.be/files/Unia\\_Rapport\\_2015\\_opmaak\\_FR\\_AS.pdf](http://unia.be/files/Unia_Rapport_2015_opmaak_FR_AS.pdf)

### ○ [http://www.slideshare.net/CCIB/islamophobie-en-belgique-1-mois-aprs-le-22-mars-2016?from\\_action=save](http://www.slideshare.net/CCIB/islamophobie-en-belgique-1-mois-aprs-le-22-mars-2016?from_action=save)

<sup>4</sup> - "I created burkini to give women freedom, not to take it away" [https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/aug/24/i-created-the-burkini-to-give-women-freedom-not-to-take-it-away?CMP=fb\\_gu](https://www.theguardian.com/commentisfree/2016/aug/24/i-created-the-burkini-to-give-women-freedom-not-to-take-it-away?CMP=fb_gu)

<sup>5</sup> - "If you are dividing the nation and not listening and not working towards something you are naturally going to have someone who is going to get angry. If you are pushing people away, and isolating them – this is definitely not a good thing for any politician to do, in any country".

# Violence et religion en démocratie

**La violence médiatisée des actions entreprises par Daech, que ce soit "ici" ou "là-bas" nous contraint à nous reposer les questions des liens entre violence et religion – question qu'on avait peut-être évacuée un peu trop rapidement...**

Plus que jamais, on le claironne et le souligne : la religion et la violence entretiennent des liaisons dangereuses. Sur le constat, l'accord se fera aisément, quitte à ajouter qu'en la matière, il n'y a décidément rien de neuf sous le soleil. Mais au-delà du constat, s'il s'agit de préciser ce qu'on désigne ou ce qu'on comprend par "religion", l'accord se fera déjà plus difficilement. On peut distinguer, schématiquement, trois positions en présence :

- La première insiste sur l'instrumentalisation – souverte mutuelle – entre politique et religion, et qui peut fonctionner tant comme argument à charge qu'à décharge, soit du politique, soit du religieux.
- La seconde se concentre sur l'écart entre des idéaux religieux – amour, justice, paix, fraternité – et les réalités qui les démentent, la religion "réelle" étant le fait d'être humains faibles et ballottés au gré de leurs passions, sur un chemin encore long vers la cohérence entre ce qu'ils disent et ce qu'ils font. Un chemin qui n'est d'ailleurs sans doute pas moins long pour les non-croyants.
- La troisième souligne qu'il existe entre la religion et la violence, sinon un lien essentiel, du moins un risque permanent, qui est à rechercher du côté d'un certain rapport religieux avec la vérité : si celle-ci est connue et possédée par les uns, il faudra alors qu'elle s'impose à tous les autres.

Ces trois positions ne sont évidemment pas exclusives l'une de l'autre, et chacune connaît ses défenseurs et ses opposants au gré de combinaisons multiples. Mais elles se rencontrent fréquemment autour de l'idée que la religion ferait peser des "dangers" à la démocratie et à la paix, et de la "défense" que celles-ci exigeraient.

## Une spécificité monothéiste ?

Parmi les trois positions mentionnées, il se fait que la dernière, tantôt défendue, tantôt combattue, apparaît régulièrement dans les débats impliquant les monothéismes. Et en effet, le judaïsme, le christianisme et l'islam se retrouvent souvent sur le banc des prévenus, quand s'affrontent les réquisitoires et les plaidoiries consacrés aux rapports entre religion et violence. Il ne s'agit donc pas d'évacuer la question ainsi soulevée, à laquelle l'actualité dramatique a malheureusement donné une vigueur renouvelée.

Les conceptions monothéistes de la vérité ne sont-elles pas inévitablement entraînées sur une pente d'intolérance et d'enchaînements successifs vers la violence, puisque la vérité tient à "Un" qu'on suppose être le "Même" pour tous, et que l'attachement à ce "seul" Dieu peut prendre l'allure d'une passion et d'un zèle ne laissant guère de place à la différence, et encore moins à la contradiction ? Et dire qu'il y a trois monothéismes ! Si au moins il n'y en avait qu'un seul, on éviterait cette espèce de contradiction très irritante pour la logique monothéiste ! En effet, pourquoi plus d'une religion, s'il s'agit d'un seul et même Dieu ? Affirmer qu'il ne s'agit au fond que de trois "formes" différentes, ou de trois "variantes" dans l'adhésion au même Dieu, chacune d'entre elles ayant sa légitime conception des deux autres, voilà qui ne satisfera pas les monothéistes les plus convaincus. La longue histoire des violences que se sont infligées entre elles les trois religions de révélation du Dieu unique, témoigne précisément qu'en bien des cas, il n'y a pas de rival plus identifiable pour un monothéiste, qu'un autre monothéiste.

Compte tenu de cela, il paraît justifié de rappeler ici que le rapport entre religion et violence commence dans



Photo: Edgar Szoc ©

la religion elle-même, et que cela représente actuellement un enjeu non négligeable pour les démocraties. Considérer la violence comme seulement "accidentelle" dans la religion, peut-être est-ce un effort pour distinguer raisonnablement les choses. Effort louable, sans doute, au service d'une conception "vertueuse" de la religion. Mais face à des effets religieux violents, on risque alors de sous-estimer le fait que des croyants ne regardent pas leur religion comme "du dehors". Et c'est pourquoi, appeler ces croyants à l'évaluation raisonnable de leur parole et de leur action religieuse, vues d'un point de vue extérieur restera fort probablement à l'état de vœu pieux. Car l'échelle d'évaluation de la violence n'est pas la même à l'intérieur ou à l'extérieur du champ religieux, ce qui représente une difficulté considérable et rebelle à la compréhension dans un contexte démocratique.

On peut en donner deux exemples. Le premier concerne la discrimination entre hommes et femmes, une

forme de violence battue en brèche en contexte démocratique. On sait que, suivant la doctrine de l'Église catholique, seuls des hommes sont ordonnés prêtres et évêques. Or pour l'Église, cette disposition ne peut être assimilée ni de près ni de loin à une quelconque discrimination injuste envers les femmes. Ne pas voir que ce n'est pas une discrimination, c'est ne pas comprendre le catholicisme "de l'intérieur", comme le déclarent régulièrement les défenseurs de la doctrine officielle. Autrement dit, le marqueur "discrimination" ne franchit pas la frontière de l'institution catholique, quoi qu'il en soit des déclarations non moins officielles de cette même Église sur le refus de toute discrimination entre les êtres humains, y compris de celles qui sont basées sur le sexe. Religion, violence et démocratie.

Le deuxième exemple est plus inattendu. Le 23 novembre 2010, le quotidien *La Croix* contenait un article portant le titre suivant : "Interdire la polygamie, est-ce opprimer une religion ?". Cela concernait une affaire portée devant la Cour suprême d'une province du Canada, au sujet de deux hommes appartenant à une dissidence mormone, qui avaient revendiqué leur polygamie comme compatible avec la liberté religieuse garantie par la Constitution. L'affaire n'aurait sans doute pas attiré l'attention, si elle n'avait fait entrevoir de possibles répercussions du côté des musulmans au Canada. Il serait bien sûr paradoxal qu'une pratique matrimoniale d'inspiration religieuse, jugée inacceptable et condamnable dans une démocratie moderne, puisse trouver une légitimité sociale par le recours à la notion démocratique de liberté religieuse, quelle que soit la religion. Certes, en décembre 2011, le juge canadien a confirmé l'interdiction de la polygamie. Mais quant à ce qui est susceptible de faire violence

au principe de la liberté religieuse et à son application, la question est belle et bien posée... aux religions elles-mêmes, tout comme à la démocratie. Celle-ci ne saurait donc faire preuve de distraction en matière d'usage de la "liberté religieuse"...

### La liberté, mesure de la religion en démocratie

Le rapport qu'entretiennent les religions, en particulier le monothéisme, avec le principe de la liberté religieuse constitue en effet un révélateur essentiel. Sans l'ombre d'un doute, le principe figure parmi les Droits humains, assorti des conditions d'exercice compatibles avec l'ordre public. On sait que cela ne suffit pas, loin de là, pour y gagner partout tous les croyants de toutes les traditions religieuses, mais l'on peut penser aussi qu'il est préférable que les Droits humains ne se "diluent" pas dans une sorte de vulgate éthico-spirituelle à vocation supposée universelle. Car cela comporterait le risque d'estomper la spécificité des formes religieuses de la violence, ou des formes violentes de la religion, au nom de textes, de traditions, de doctrines ou de préceptes qui, de toute manière, se considèrent eux-mêmes sans nécessité de "conversion" aux Droits Humains.

Voilà pourquoi le principe de la liberté religieuse est tellement important pour apprécier le moment et la manière dont les religions entament leurs dérives violentes. Il y a lieu de ne pas l'oublier : les religions se sont haïes entre elles, avant de s'opposer violemment à la démocratie. Cela signifie que, depuis longtemps, les religions se sont mutuellement refusé la liberté, et qu'elles ont aussi porté leur soupçon ou leur hostilité envers la liberté que leur annonçaient la démocratie et son pluralisme. Or par essence, le principe de la liberté religieuse implique qu'en matière de convictions ou d'adhésion, on laisse être quiconque, qu'il ait ou non une religion, qu'il y arrive, en partie ou y revienne, moyennant le respect de l'ordre public dont l'État est le garant. Cela revient à la maximisation du choix individuel en matière religieuse – de ce point de vue, une profession de foi

religieuse est donc une "profession libérale" –, et cela entre nécessairement en tension, sinon en conflit, avec le "vouloir être social" inhérent à la compréhension qu'une religion a d'elle-même et de son influence dans la société et la culture.

Or dans une société comme la nôtre, si l'on prête attention aux effets violents liés à une cause religieuse, on constatera que cela touche toujours à la visibilité, à la signification et à l'empreinte sociales de la religion<sup>1</sup>. Il en découle une conséquence, pour le moins interpellante actuellement : là où la religion n'est pas privée de liberté d'expression, pas plus qu'elle n'est autorisée à s'imposer, elle pose problème socialement en tant que religion dans une démocratie. De grands penseurs de ce problème, comme *Grotius*, *Spinoza* ou *Kant* savaient cela jadis, mais on semble l'avoir aujourd'hui oublié, derrière le paravent de la religion considérée comme "affaire privée". Mais quoi de plus léger qu'un paravent ?...

Doit-on en conclure qu'entre religion et démocratie, qui sont l'une et l'autre "chose publique", il y a loin de la coupe aux lèvres ? Oui, car il n'y a pas encore de véritable dialogue entre les religions d'une part, et les modalités démocratiques d'assomption de la violence d'autre part, dans l'espace aussi exigeant de la confrontation et du débat, espace à rouvrir et à renouveler sans cesse. La démocratie a été et reste un rapport de force, elle n'est certainement pas non-violente en soi. Quant aux religions, si elles s'y connaissent en confrontation, c'est beaucoup moins le cas en matière de débat. Aujourd'hui encore, leur rapport avec la démocratie reste un "laboratoire", c'est-à-dire le lieu d'un travail de recherche et d'élucidation, arrimées à la liberté sans cesse confrontée à son "autre" de toujours, à savoir l'interdit portant sur la liberté de penser. C'est sur cette liberté-là que se focalise la violence, qui la combat sans lésiner sur les moyens, même dans les enceintes démocratiques. Et c'est de cette liberté-là aussi que des croyants entendent vivre publiquement, sans négliger le combat à mener à l'intérieur même de leur propre tradition.

**Bernard Van Meenen  
et Edgar Szoc**

<sup>1</sup> - Il suffit de mentionner les problématiques des rapports hommes/femmes, de l'alimentation, de l'homophobie et du sida, du respect des sépultures et du financement des cultes, pour constater l'implication des trois traditions dites "monothéistes", juive, chrétienne et musulmane, produisant des effets violents dans la démocratie. Si bien qu'entre religion et violence, il y a toujours au moins une question sociale, liée à des mécanismes de stigmatisation ou d'exclusion.

# Daech ou le conflit import-export

**Pour qui s'intéresse à la thématique de l'importation des conflits, le cas de *Daech* pose de nombreuses questions dont certaines impliquent sans doute de revoir l'approche d'un problème ancien et de proposer une grille conceptuelle affinée.**

La question de l'importation des conflits a été étonnamment peu étudiée dans le monde académique<sup>1</sup>. On s'accorde toutefois pour désigner par ce terme, le processus par lequel des conflits se déroulant sur un territoire plus ou moins lointain sont en quelque sorte répliqués dans une société donnée, soit du fait de la migration dans cette société de membres des deux communautés en conflit, soit du fait de l'identification de populations présentes dans la société aux parties en conflit, indépendamment d'une quelconque communauté ethnique ou nationale. En Belgique, les exemples les plus visibles du phénomène concernent le conflit israélo-palestinien, ainsi que le génocide rwandais et ses nombreuses séquelles. Depuis l'échec du coup d'État de ce 15 juillet contre *Erdogan* et la répression qui s'est abattue contre ceux qui sont accusés de l'avoir fomenté, peuvent s'y ajouter les tensions parfois violentes entre les partisans "loyalistes" du président turc et des organisations considérées comme gullenistes<sup>2</sup>.

Dans un monde de plus en plus multipolaire, où les notions de centre et de périphérie sont de moins en moins opératoires pour penser les relations internationales – qu'elles soient commerciales, culturelles ou militaires –, il est somme toute logique que la notion d'importation des conflits connaisse elle aussi des évolutions, qui tendent à la complexifier. À la notion unilatérale d'"importation des conflits", il pourrait s'avérer utile de substituer des notions tenant mieux compte de la réciprocité des flux et de la complexité des échanges, comme "écho", "diffraction", "réélaboration", "reconstruction", etc.

Daech constitue, si l'on ose dire, une excellente illustration de cette nécessité. Si beaucoup des traits définitoires de l'importation des conflits se retrouvent dans la pratique de cette organisation, on sent bien à quel point ce terme est insuffisant à capturer la logique de son fonctionnement. Comment en effet appréhender cette entité fonda-

mentalement transnationale dans le lexique simplificateur de l'importation des conflits. Et si on essaye de le faire avec tant soit peu de sérieux, dans quelle direction doit-on caractériser ladite importation ? Qui, de la Syrie et de la Belgique – pour s'en tenir à ces deux pays – a importé quoi ? Un bref détour par l'histoire de *Daech* s'impose pour parvenir à mieux débrouiller cet écheveau.

&gt;&gt;

**1 - Voir quand même Bahar Baser, *Diasporas and Homeland Conflicts: A comparative Perspective*, Routledge, 2015.**

**2 - Voir notamment le comité de Fedactio (Fédération des associations actives), considéré comme une coupole d'associations gullenistes en Belgique, *Déclaration officielle de Fedactio suite aux événements en Turquie*, 27 juillet 2015. Disponible sur : <http://www.fedactio.be/communiqué-de-presse-juillet-27-2016/?lang=fr>**

## Des origines floues

Les origines précises de *Daech* demeurent en partie floues mais une des hypothèses les plus communément acceptées le fait naître dans la prison américaine de *Camp Bucca*, installée dans la ville de Garma, située au milieu du désert irakien<sup>3</sup>. S'y est nouée une alliance décisive entre d'anciens dignitaires du régime de *Saddam Hussein* et des membres d'*Al-Qaïda*, unis – a minima – par leur haine du chiisme et la reprise en main majoritairement chiite de l'Irak suite à l'invasion américaine.

La création de *Daech* remonte à 2006 : *Al-Qaïda* en Irak se regroupe avec cinq autres organisations djihadistes pour former le Conseil consultatif des moudjahidines en Irak. Ce dernier proclamera l'État islamique d'Irak (EII) en octobre 2006. C'est à partir de 2012 que commence sa véritable extension territoriale en Syrie, qui lui permet de se définir comme l'État islamique en Irak et au Levant en avril 2013 (EIL). L'acronyme arabe *Daech* est alors utilisé par ses opposants pour le désigner de manière péjorative. Enfin, le califat est proclamé le 29 juin 2014, *Abou Bakr al-Baghdadi* s'autodésignant comme calife et successeur de *Mahomet*.

Il est vraisemblable que la coexistence des deux groupes de départ – gradés du régime de *Saddam Hussein* et membres d'*Al-Qaïda*, auxquels il s'agit désormais d'ajouter les milliers de djihadistes venus des quatre coins du monde depuis la création de *Daech* – dotés d'antécédents et d'objectifs différents explique au moins partiellement la double stratégie du mouvement, faite à la fois de *State-building* et de propagande par le massacre.

Le premier objectif est parfaitement décrit dans un bréviaire rédigé au début des années 2000 et intitulé "L'administration de la sauvagerie : l'étape la plus critique à franchir par la Oumma", que *Wladimir Glasman*, ancien diplomate français, qui a tenu, sous le pseudonyme d'Ignace Leverrier, un blog consacré à la situation syrienne résume comme suit :

*"L'ouvrage soutient qu'en provoquant un déchaînement de violence dans les pays musulmans, les djihadistes*

*contribueront à l'épuisement des structures étatiques et à l'instauration d'une situation de chaos ou de sauvagerie. Les populations perdront confiance en leurs gouvernants, qui, dépassés, ne sauront répondre à la violence que par une violence supérieure. Les djihadistes devront se saisir de la situation de chaos qu'ils auront provoquée et obtenir le soutien populaire en s'imposant comme la seule alternative. En rétablissant la sécurité, en remettant en route les services sociaux, en distribuant nourriture et médicaments, et en prenant en charge l'administration des territoires, ils géreront ce chaos, conformément à un schéma de construction étatique hobbesien. À mesure que les "territoires du chaos" s'étendront, les régions administrées par les djihadistes se multiplieront, formant le noyau de leur futur califat. Convaincues ou non, les populations accepteront cette gouvernance islamique<sup>4</sup>."*

Quant à la deuxième dimension, celle de la propagande, notamment vis-à-vis des populations occidentales – musulmanes et non-musulmanes, elle semble reposer sur des fondations théoriques moins élaborées mais ses "succès" sont indéniables sur le plan formel, depuis le magazine *Dabiq* sur papier glacé jusqu'au raffinement dans la mise en scène d'une esthétique de la barbarie. C'est en outre évidemment cet axe de la stratégie, tourné vers la propagande et l'internationalisation du conflit qu'il s'avérerait pertinent d'approfondir en vue d'amender le lexique de l'importation des conflits à l'aune des pratiques particulières de *Daech*.

Dans les premiers temps de la révolution et de la guerre civile en Syrie, nombreux sont ceux qui ont comparé les jeunes nés en Belgique qui allaient combattre là-bas aux brigadistes internationaux partis défendre la République espagnole à partir de 1936. La comparaison était d'autant plus pertinente que, comme dans le cas espagnol, l'embrigadement n'était pas lié à une solidarité ethnique particulière mais à un affrontement idéologico-religieux surinvesti par chacun de ces acteurs pour le transformer en métonymie de l'affrontement de deux visions du monde.

Cette comparaison entre djihadistes et brigadistes s'est démonétisée et a cessé d'avoir cours dès lors que *Daech* est devenu partie prenante du conflit syrien, et peut-être surtout, à partir du moment où les "pays exportateurs de combattants" se sont transformés en "importateurs de retournés" formés à la violence extrême sur le terrain syrien et susceptibles de commettre des actes violents en Occident.

Quoi qu'il en soit du décalage temporel entre les premiers départs en Syrie et la prise en considération de leur caractère potentiellement problématique, le parcours d'aller-retour – ou d'import-export après transformation – atteste à suffisance de la nécessité de repenser la thématique de l'importation des conflits à l'heure de la transnationalisation et de ce qu'on peut considérer comme une "division internationale du travail de radicalisation".

**Edgar Szoc**

<sup>3</sup> - Martin Chulov, "Isis : the inside story", *The Guardian*, 11 décembre 2014. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/world/2014/dec/11/sp-isis-the-inside-story>

<sup>4</sup> - Ignace Leverrier, *L'État islamique, un État à part entière ?*, billet de blog du 4 mars 2015. Disponible sur : <http://syrie.blog.lemonde.fr/2015/03/04/letat-islamique-un-etat-a-part-entiere-23/>

# Portrait

## Voir au-delà du quartier

**Bilal vient d'un quartier dit "difficile", celui de Versailles à Neder-Over-Heembeek. Pourtant pour lui pas de doute : Bruxelles la multiculturelle est pleine d'enseignements et d'opportunités. Cependant, trouver la confiance nécessaire pour s'aventurer hors de chez soi n'est pas toujours une mince affaire... Pour une jeunesse désabusée et se sentant souvent délaissée, les associations ont alors un rôle primordial d'accompagnement.**

### "Bruxellois avant tout"

Bilal est quelqu'un de dynamique, qui parle de sa vie avec facilité, entrain et conviction. Une personne habituée à agir, à prendre son existence en main. Cela se voit, et cela s'entend. À 26 ans, il a déjà vécu plusieurs vies, pour le meilleur mais aussi, parfois, pour le pire.

Bilal a donc grandi à "Versailles", "entouré de Latinos, d'Africains, de Chinois, de Polonais, de Belges...". Né en Belgique de parents originaires du Maroc, il se sent belge avant tout :

*"Ma mère est arrivée ici très jeune, elle a fait des études ici, et moi j'ai toujours vécu en Belgique. On est Bruxellois, on est installé ici. On sait d'où on vient, on connaît nos origines, mais ça ne nous empêche pas d'être Belges, d'être adaptés au système."*

Dès son enfance, Bilal est donc confronté à un véritable brassage des cultures. Très sociable, il va vers les autres, car il sent que c'est la clé de l'apprentissage.

*"J'ai ma culture, mais je suis aussi ouvert, je prends le temps d'écouter. J'aime bien mélanger, m'adapter aux gens pour mieux les comprendre, savoir comment ils voient les choses. Au final on a tous plus ou moins le même style de vie."*

### "Un besoin d'évoluer"

Adolescent, Bilal est passionné de breakdance mais une carrière dans le milieu de la danse ne lui semble pas envisageable. Peu intéressé par l'école, il souhaite gagner son indépendance en travaillant. Le décès de son père précipite les choses : Bilal est très affecté et se sent "perdu. Je ne trouvais plus ma place ici, j'étais loin, je ne pensais plus comme avant". Aîné d'une fratrie de cinq enfants, il se sent responsable du foyer familial et profite d'une opportunité qui lui est faite de travailler en Espagne.

Un séjour hispanique de trois années s'en suit, qui permet à Bilal et à sa curiosité de découvrir une nouvelle culture et une nouvelle langue et lui donne l'opportunité de panser ses blessures. Il confronte ses idées à d'autres, s'installe dans un appartement, expérimente une autre manière de vivre.

*"Dans la vie, ce n'est pas en restant sur place que tu vas avancer. En parlant avec d'autres personnes, en voyageant, tu évolues : tu te rends compte de ce que tu as, de ce que tu veux, et de ce que tu dois faire pour y arriver."*

L'Espagne, le soleil, des personnes ouvertes et festives, la réflexion... Mais, aussi enrichissante soit-elle, l'expérience espagnole prend bruta-

lement fin avec la crise économique et le manque de revenus. Le retour en Belgique, où Bilal sait qu'il sera soutenu par sa famille et ses amis, est inéluctable.

### "Volonté et courage" face à un contexte déstabilisant

Cette suite d'évènements amène Bilal à croiser la route d'Art2Work. À son retour dans le quartier de "Versailles", il cherche du travail mais sans succès. Heureusement, il se sent soutenu par les aides sociales belges dont il n'a pas trouvé l'équivalent en Espagne.

*"Je suis revenu dans un monde où j'ai vu que si tu ne travailles pas tu ne t'en sors pas, donc après il faut un minimum de volonté et de courage."*

Bilal ne baisse pas les bras et reste motivé, malgré un contexte plutôt défavorable : le chômage touche en effet près de 19 % de la population active bruxelloise (notamment les jeunes et les personnes peu qualifiées)<sup>1</sup>.

Inscrit au CPAS sous l'article 60, Bilal suit les conseils de son assistante sociale et obtient un contrat d'un an chez Art2Work. Basée dans la commune de Molenbeek, l'association œuvre dans le domaine de l'insertion socioprofessionnelle. Elle encadre et oriente des jeunes et leur permet de suivre des formations dans des



Photo: Steven Copias ©

domaines divers, afin qu'ils puissent ensuite trouver un emploi qui leur convienne. Bilal a tout de suite *"sauté sur l'occasion. Je me suis dit c'est ce qu'il me faut, un suivi, quelqu'un qui est avec moi, qui me propose des choses, qui essaye de m'aider à développer ce que j'ai envie de faire"*.

Embauché comme technicien du spectacle, son travail consiste à monter des scènes, installer du matériel audiovisuel ou encore préparer des salles. À ses côtés, l'association emploie sept autres techniciens avec qui il peut partager ses expériences. Surtout, *Art2Work* permet à Bilal de suivre des formations en néerlandais, en informatique ainsi que pour passer son permis de conduire. Trois atouts indéniables pour un futur employeur :

*"À la signature du contrat on te garantit ces trois formations. Après tu as la possibilité de choisir une autre formation qui serait intéressante pour toi, pour que tu puisses te diriger vers quelque chose que tu aimes bien et que tu puisses te débrouiller seul, sans forcément passer par des ASBL"*.

### **"La chance d'avoir un suivi"**

Autre aspect essentiel de sa relation avec *Art2Work*, Bilal dispose d'un suivi permanent. Il est accompagné d'une job-coach qui l'assiste dans ses démarches pour trouver des formations et l'emploi idéal pour lui. Elle le conseille quant aux bonnes opportunités à suivre pour concrétiser son projet professionnel. Le plus important ?

*"Elle me pousse à faire des choses que je ne ferais pas tout seul"*.

Un suivi qui le cadre, et qu'il n'a pas toujours eu étant adolescent : *"Quand tu es gamin, tu ne sais pas réfléchir comme un adulte, tu ne sais pas ce que tu veux faire, t'es perdu. Les parents t'éduquent bien mais ils n'ont pas vraiment le temps, parce qu'ils essaient de s'en sortir. Ma mère ne travaille pas, toute seule elle a eu du mal à éduquer cinq enfants. On n'avait personne derrière pour nous suivre, pour nous dire 'va à l'école, fais ci, fais ça'. On était un peu livré à nous-mêmes quoi"*.

Grâce à *Art2Work*, Bilal a désormais une idée plus claire de son avenir. Intéressé par le secteur de la musique

et du son, il n'exclut pas non plus de retrouver le secteur de l'animation.

### **"On peut aider les jeunes à trouver le bon chemin"**

Selon Bilal, l'encadrement que lui donne *Art2Work* est une chance qui fait parfois défaut à la jeunesse d'aujourd'hui : *"Avant à Versailles on avait une maison de jeunes, c'était tout ce qu'on avait pour s'évader du vrai monde. Il y avait des écoles de devoirs, il y avait plein de choses comme cela. Maintenant avec ce qui se passe les gens ont peur, la maison de jeunes n'est jamais ouverte"*. Il craint dès lors que les jeunes qui restent dans la rue ne tombent sous de mauvaises influences.

Ce manque de suivi renforce le sentiment d'abandon ressenti par les jeunes d'origine étrangère qui appréhendent déjà les discriminations<sup>2</sup>. Mais, pour Bilal l'optimiste, vivre dans une zone "sensible" n'est pas une fatalité :

*"Ce que tu veux faire, il faut se battre pour le faire, il faut être courageux, il faut travailler quoi ! Le travail est pour tout le monde, il faut prouver que tu peux le faire mieux qu'un autre"*.

Comment faire dès lors pour encourager les jeunes de ces quartiers à ne pas renoncer, malgré les difficultés et discriminations auxquelles ils devront faire face ? Tout d'abord, selon Bilal, en faisant preuve de patience et en étant à leur écoute.

*"C'est parfois dur de travailler avec des jeunes, surtout de quartiers difficiles, mais si tu arrives à leur expliquer comment fonctionne la vie, ça peut les aider à trouver le bon chemin. Il faut leur proposer du travail, leur montrer qu'ils ne sont pas à l'abandon et qu'il y a des gens derrière eux, que le système est adapté pour tout le monde et pas que pour une certaine catégorie de gens."*

Mais aussi en ne déplaçant pas sur les jeunes ce qui relève d'une responsabilité collective, à savoir la création d'emploi. Aujourd'hui, l'article 60 dont nous parle Bilal, qui permet d'employer chaque année près d'un millier de travailleurs bruxellois peu qualifiés, est un outil sur la sellette. Faute de moyens, sa disparition entraînerait le retour à la précarité de centaines de foyers. Son maintien est donc primordial, tout comme celui des budgets d'aide à la formation, notamment via des structures associatives d'accompagnement comme Art2Work.

En ce début d'année, nous souhaitons tous que les événements des dernières semaines ne se reproduisent pas. Que la jeunesse dans son ensemble bénéficie de *"plus de suivi et de moins de préjugés"*. Que les peuples du monde parviennent enfin à cohabiter malgré leurs différences. Qu'ils prennent exemple sur Bruxelles, décrite au cours des dernières semaines, mais qui symbolise parfaitement les creusets culturels que sont les grandes capitales mondiales. Le mot de la fin pour Bilal, qui parle justement de sa ville:

*"À Bruxelles il y a beaucoup de cultures, c'est vraiment mélangé. C'est une ville où j'ai appris plein de choses sans forcément voyager ! J'ai appris à connaître des langues, des coutumes... C'est ce qui est bien ici !". Voyagez légers... pas besoin de valises pour changer de quartier !*

**Pour aller plus loin et en savoir plus sur la démarche d'Art2Work, le site web de l'association >**  
<http://www.art2work.be/>

#### Steven Copias

Article rédigé pour le Magazine *Magma* :  
<http://www.mag-ma.org/>

### "Sortir du quartier"

Plus généralement, pour combattre les discriminations, Bilal considère qu'il faut dialoguer et dépasser les barrières culturelles, en créant des organisations capables de rassembler des individus aux origines diverses. C'est d'ailleurs le cas de MagMA, qui au travers de ses articles cherche à rassembler et faire voler en éclats les préjugés ! Mais, pour être efficace, ce type d'initiative doit être relayé et diffusé par chacun. Bilal conseille également aux gens *"de voyager, sortir de leur quartier. Par exemple j'ai des amis africains donc on va à Matonge, j'apprends leur culture, je découvre leur milieu, la rumba et le coupé-décalé"* (rires) !

- 1 - [http://www.rtbef.be/info/regions/detail\\_le-taux-de-chomage-sous-les-19-a-bruxelles-du-jamais-vu-depuis-six-ans?id=8973260](http://www.rtbef.be/info/regions/detail_le-taux-de-chomage-sous-les-19-a-bruxelles-du-jamais-vu-depuis-six-ans?id=8973260)
- 2 - Pour rappel, le *Baromètre de la Diversité – Emploi 2012* ainsi que le *Monitoring socio-économique 2015* ont montré qu'il était plus difficile pour les jeunes d'origines turque et marocaine (y compris de la deuxième et de la troisième générations) de trouver un emploi que pour des jeunes d'origine belge, et qu'ils étaient souvent cantonnés à des secteurs peu rémunérateurs. <http://www.diversite.be/diversiteit/files/File/Barometer/Werk/FR/Resume%20Barometre%20de%20la%20Diversite%20Emploi.pdf>
- 3 - *Centre Interfédéral pour l'égalité des chances et SPF emploi* : <http://www.emploi.belgique.be/publicationDefault.aspx?id=44125>



SOUTIEN

## **Vous désirez nous soutenir ?**

**Compte bancaire : BE28-7995-5017-6120**

*Déduction fiscale à partir de 40 € sur base annuelle.*

**Notre association est également apte à recevoir des legs :** pour de plus amples informations, contactez votre notaire, ou contactez-nous au 02.738.08.04 ou par mail à [info@paxchristiwb.be](mailto:info@paxchristiwb.be).



ASBL Pax Christi  
Wallonie-Bruxelles  
Rue Maurice Liétart 31 bte 1  
1150 Bruxelles  
Tél. 02 738 08 04  
Fax : 02 738 08 00  
E-mail : [info@paxchristiwb.be](mailto:info@paxchristiwb.be)  
[www.paxchristiwb.be](http://www.paxchristiwb.be)